

La filière laitière en Algérie. Etat des lieux et focus sur quelques contraintes de développement

Soumeya KAOUICHE-ADJLANE

Département de Biologie, Université M'hamed Bougara, Algérie



Introduction

Le lait est un aliment d'une grande valeur nutritionnelle. C'est une source d'apport bon marché en protéines nobles et en calcium alimentaire. Cette richesse vaut au lait sa place stratégique qu'il occupe dans l'alimentation de la grande majorité de la population mondiale et l'autosuffisance en ce produit de première nécessité est un indicateur appréciable pour juger de « la bonne santé » économique d'un pays donné à travers les différentes régions du monde. Dans ce registre, force est de constater que l'Algérie n'arrive pas encore à satisfaire les besoins sans cesse croissants de sa population en lait produit localement et issu des espèces bovines (majoritairement) et des autres espèces (ovins, caprin et camelins) qui représentent environ 20 à 25% de la production totale.

Aujourd'hui, avec un cheptel estimé à 1,9 millions de têtes de bovins, dont près d'un million de têtes de vaches laitières, notre production nationale (toutes espèces confondues) en lait est estimée à 2,5 milliards de litres /an (assurée à 73% par un cheptel bovin laitier), alors que les besoins se chiffrent à plus de 4,5 milliards de litres/an, ce qui montre un déficit criard de près de 60% aggravé par un taux de collecte qui n'excède pas 34% (M.A.D.R, 2014). De ce fait, l'Algérie a recours chaque année à l'importation de poudre de lait pour combler le déficit, dont le montant représente plus du quart de la facture réservée aux importations (soit 800 millions de Dollars). Cette contrainte quantitative n'est pas aisée à être surmontée car l'élevage bovin laitier demeure un type de spéculation difficile à gérer vu la diversité des paramètres qui lui sont liés et où l'apport insuffisant en cultures fourragères est loin de satisfaire les besoins alimentaires du cheptel national en quantité et en qualité.

Situation de la production laitière en Algérie

En Algérie, le secteur laitier présente une dynamique très forte, liée aux conditions générales de l'évolution de la demande. L'évolution de la production laitière nationale est illustrée dans le tableau 1.

Tableau 1
Evolution de la production laitière nationale
(M.A.D.R, 2014)

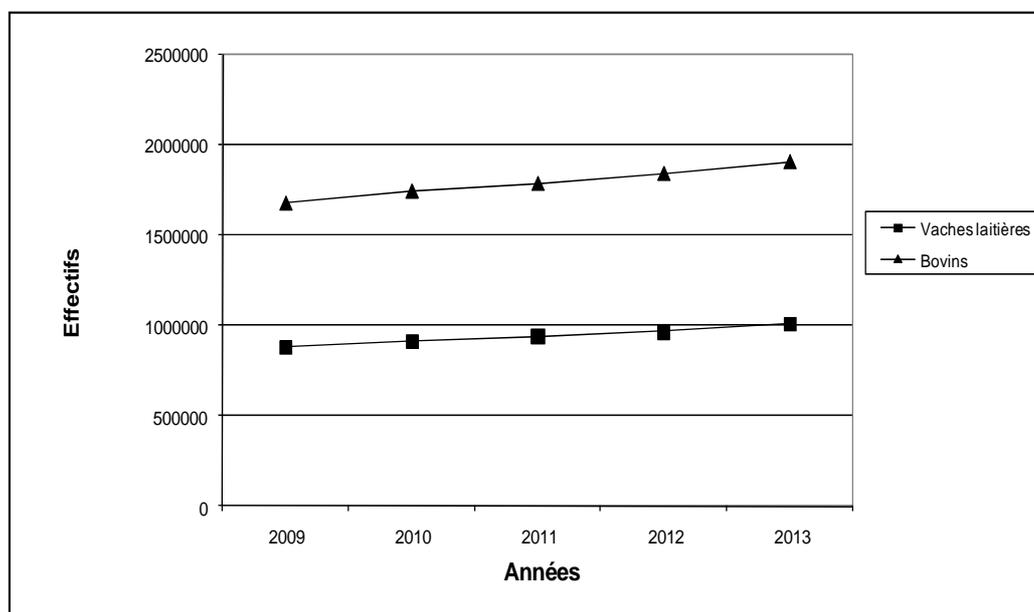
Campagne agricole 2012/2013		Production de lait (× 1000 litres)	
		Production/trimestre	total
2012	4 ^e trimestre 2011	498 931	2 290 054
	1 ^{er} trimestre 2012	543 407	
	2 ^e trimestre 2012	679 819	
	3 ^e trimestre 2012	567 897	
2013	4 ^e trimestre 2012	543 448	2 494 403
	1 ^{er} trimestre 2013	602 396	
	2 ^e trimestre 2013	733 757	
	3 ^e trimestre 2013	614 802	

La production laitière a évolué durant ces campagnes successives d'environ 8%. Cette évolution n'est pas considérée comme importante en raison des fluctuations de la production qui atteint son maximum uniquement pendant les 2èmes trimestres des 2 années successives (679819 et 733757 millions de litres). Ce qui coïncide avec les périodes d'abondance en fourrages verts (printemps). Or, cette production est minimale au 4e trimestre des deux années correspondant aux périodes automnales où la fourniture du fourrage vert est faible et l'alimentation est principalement composée de fourrages secs. La saisonnalité de la production est le résultat de l'effet conjugué des disponibilités alimentaires, des conditions climatiques et de la conduite de la reproduction.

Effectifs de bovins et de vaches laitières

L'effectif des vaches laitières représente globalement 53% du total bovin. Son évolution fluctue entre 3% et 4% durant les campagnes agricoles qui se sont succédées depuis l'an 2009 jusqu'à 2013 (figure 1).

Figure 1
Evolution des effectifs de bovins et de vaches laitières (Unité : têtes)
(M.A.D.R, 2014)



Cette faible évolution est probablement due à la mauvaise conduite de la reproduction, ce qui ralentit le renouvellement du cheptel (intervalle vêlage-vêlage long) et à la réforme des vaches moins performantes, notamment, dans les périodes où l'alimentation devient insuffisante pour couvrir les besoins des vaches de haute performance de production afin de minimiser les pertes financières. La maîtrise de la reproduction constitue un facteur essentiel dans la gestion économique d'un élevage. Ainsi, la détention de femelles ayant des problèmes de reproduction augmente considérablement les charges de l'éleveur.

Circuits de collecte et transformation

Circuits de collecte

La collecte est le deuxième maillon de la filière, elle constitue la principale articulation entre la production et l'industrie laitière. En effet, c'est à partir de 2001 qu'elle commence à susciter un nouvel intérêt pour atteindre plus de 800 millions de litres en 2013, suite aux incitations et aides pour l'ouverture de nouveaux centres de collecte et de l'augmentation de la prime de collecte. La collecte du lait a connu une progression de 16% entre les deux années 2012 et 2013 (tableau 2). Identiquement à la production laitière, elle est importante pendant la période printanière et faible au 3e et 4e trimestre correspondant aux périodes estivale et automnale des deux campagnes.

Tableau 2
Evolution de la collecte de lait
(M.A.D.R, 2014)

Campagnes agricoles 2012 et 2013		Collecte de lait (× 1000 litres)	
		collecte/trimestre	Total
2012	4 ^e trimestre 2011	135 609	700 985
	1 ^{er} trimestre 2012	163 723	
	2 ^e trimestre 2012	223 111	
	3 ^e trimestre 2012	178 541	
2013	4 ^e trimestre 2012	162 498	831 946
	1 ^{er} trimestre 2013	191 659	
	2 ^e trimestre 2013	250 801	
	3 ^e trimestre 2013	226 989	

En outre, le taux de collecte du lait demeure toujours faible par rapport à la production. Il était estimé à 17,47% en 2009 alors qu'il n'a pas dépassé 15% en 2008. Durant ces deux dernières années, il a atteint 30,6% (soit 701.106 litres) en 2012 contre 33,4% (832.106 litres) en 2013. Toutefois, en Algérie, la collecte informelle s'impose malgré tous les efforts déployés par l'Etat. D'ailleurs, même les laiteries n'accordent pas d'importance à la transformation du lait cru, puisque l'opération est jugée non rentable sur le plan économique.

Circuits de transformation

Un tiers seulement de la production laitière bovine est valorisé sur les circuits industriels, dont près de 80% de ce lait collecté est valorisé sur les circuits de transformation du secteur privé. Ce dernier compte 139 unités sur un total de 153 laiteries conventionnées avec l'ONIL (Office National Interprofessionnel du Lait). Le dispositif de contractualisation pour la livraison de ce produit concerne 1218 collecteurs, 32000 éleveurs couvrant un effectif de 227000 vaches laitières.

A certaines entreprises modernes, sont rattachés des centres de collecte munis de cuves réfrigérées mises à la disposition des éleveurs, ces centres disposent de sous-traitants qui ont bénéficié des aides financières du Programme Nationale de Développement Agricole et qui ramassent le lait chez les petits éleveurs à l'aide de véhicules « pick-up » munis de cuves réfrigérées. La croissance de la demande se traduit par un développement galopant du secteur, en particulier à proximité de grands centres urbains. La transformation du lait est destinée à la fabrication de lait pasteurisé, lait stérilisé, à Ultra Haute Température (UHT) et de dérivés de lait (yaourt, lait fermenté, beurre, fromage, desserts lactés...etc.). Elle est assurée par des industries laitières publiques et privées implantées sur l'ensemble du territoire national, notamment à proximité des grands centres de consommation.

La consommation se trouve dépendante des importations de poudre de lait et dont la production locale de lait cru n'a jamais pu satisfaire cette demande. La consommation annuelle a connu une évolution de 81% depuis l'an 2000 pour atteindre 147 litres / habitant en 2013. Un important développement du tissu industriel de collecte et de transformation a été noté ces dernières années suite aux mesures incitatives mises en œuvre par l'Etat, les dernières en date du 23/11/2015 dont le principal objectif est de réduire à néant l'utilisation de la poudre de lait importée pour la production des produits dérivés et d'augmenter la part du marché du lait cru estimée actuellement à 30%.

Ressources fourragères en Algérie

Superficies fourragères

La superficie agricole utile (SAU) est estimée à 8.454.630 hectares. Elle ne représente que 20% de la superficie agricole totale (SAT) après les pacages et les parcours qui occupent la plus grande partie, soit près de 77%. Les superficies occupées par les fourrages (naturels et cultivés) comme indiqué dans le tableau 3, ont évolué depuis l'an 2007 jusqu'à l'an 2012 de 17 et 23% respectivement. Toutefois, des fluctuations sont à noter au cours des campagnes 2007/2008 et 2009/2010 avec des diminutions respectives des superficies des fourrages naturels de -32% et de -20%.

Tableau 3
Evolution des superficies fourragères en Algérie (Unité: hectares)
(M.A.D.R, 2013)

Année	fourrage naturel	fourrage artificiel		
		fourrage sec	fourrage vert ou ensilé	Total
2007	227761	401340	92 453	493 793
2008	171727	489454	99 436	588 890
2009	269283	296277	120 020	416 297
2010	224162	548232	121 258	699 490
2011	241854	407533	136 639	544 172
2012	274 845	490 589	151 124	641 713

Ces fluctuations des superficies fourragères et des productions par conséquent sont dues essentiellement à l'augmentation de l'effectif animal, ce qui provoquerait le surpâturage et d'où la dégradation des soles fourragères.

Rendements fourragers

La production fourragère est un maillon très important dans un élevage bovin laitier. Les cultures fourragères en Algérie occupent une place marginale au niveau des productions végétales. Comme le montre le tableau 4, les productions fourragères ont évolué depuis 2007 jusqu'à l'an 2012 de 32% pour les fourrages naturels, mais leur production demeure faible par rapport à la production du fourrage artificiel. Ceci est probablement dû aux conditions climatiques telles que la pluviométrie, au surpâturage qui empêche le développement des cultures fourragères, ainsi qu'aux superficies réservées pour chaque culture comme illustré dans le tableau 3. Il en est de même pour les fourrages artificiels secs et verts/ ensilés dont les rendements ont connu des évolutions estimées respectivement à 20 et 48%.

Tableau 4
Les productions fourragères en Algérie (Unité : quintaux)
(M.A.D.R, 2013)

Année	Fourrage naturel	Fourrage artificiel		
		fourrage sec	fourrage vert ou ensilé	Total
2007	4 992 330	10 167 350	8 672 420	18 839 770
2008	3 487 865	7 447 675	8 455 690	15 903 365
2009	6 651 050	11 585 391	12 136 604	23 721 995
2010	5 459 700	12 885 130	13 016 130	25 901 260
2011	5 581 585	10 765 180	14 930 040	25 695 220
2012	7 298 420	12 740 400	16 823 850	29 564 250

Les fourrages verts sont composés essentiellement d'orge, d'avoine et de seigle qui occupent 76% de la superficie cultivée en vert avec un rendement moyen qui avoisine les 95 quintaux /ha. Le trèfle, la luzerne, le maïs et le sorgho n'occupent que 15% de la superficie avec un rendement moyen de 224 qtx /ha. Les fourrages secs sont constitués principalement de vesce-avoine qui occupe environ 10% de la superficie totale réservée aux fourrages secs avec un rendement d'environ 41 qtx/ha et de céréales reconverties qui s'étendent sur 39% de superficie produisant environ 3 qtx/ha. Les fourrages naturels sont constitués quant à eux de prairies naturelles et de jachères fauchées dont les surfaces et les rendements moyens respectifs sont de 9% et 31 qtx/ha, 91% et 26 qtx/ha.

Taux de couverture des besoins alimentaires du cheptel

L'analyse de la balance fourragère montre un déficit de plus de 3 milliards d'UF en 2012 (tableau 5). Ce déficit est dû essentiellement à l'accroissement des effectifs du cheptel qu'a connu l'Algérie ces dernières années sans qu'il y ait en parallèle des évolutions dans les superficies et les productions fourragères.

Tableau 5
Taux de couverture des besoins alimentaires du cheptel algérien (UF : Unités fourragères)
(M.A.D.R, 2013)

Année	Besoins (UF)	Offre (UF)	Balance	Taux de couverture (%)
2011	12 759 193 000	9 512 814 405	- 3 246 378 595	-25,44
2012	13 283 848 000	10 159 574 275	- 3 124 273 725	-23,52

En moyenne entre 5 et 7 millions de quintaux de fourrages naturels sont disponibles chaque année comme le montre le tableau 4. Les besoins sont de très loin beaucoup plus importants. Le taux de couverture des besoins du cheptel se situe entre 75 et 80 %. Ce qui engendre une sous-alimentation du cheptel. Aussi, dans le but de répondre aux préoccupations des éleveurs et préserver les investissements existants, le gouvernement algérien a alloué une enveloppe de 25 milliards de dinars (plus de 250 Millions €) à l'investissement dans les différents segments de la filière, notamment dans la production de fourrages, dont le prix, à la suite d'une longue période de sécheresse ces dernières années, a explosé, mettant les éleveurs dans une situation financière insoutenable.

En ce qui concerne l'accès à l'aliment de bétail et à la régulation du marché de ce produit, il a été décidé d'approvisionner directement les éleveurs en son issu de la trituration des blés soutenus par l'Etat. Cependant, les cultures fourragères en Algérie n'ont jusqu'à présent pas suivi le même rythme d'évolution que celui du cheptel malgré l'accroissement relativement considérable du secteur de l'élevage bovin laitier.

Contraintes de développement de la filière laitière

L'élevage est très important dans le développement des pays, surtout pour les sociétés grandes consommatrices de protéines animales, spécialement le lait comme l'Algérie. Cependant, le développement du secteur de la production laitière nécessite d'abord de mettre en évidence les obstacles qui freinent son essor afin de pouvoir augmenter les productions. En Algérie, l'élevage bovin laitier continue d'être soumis à un ensemble de contraintes d'ordre technique, socio-économique et d'ordre structurel et organisationnel qui empêchent son développement.

Contraintes d'ordre technique

L'alimentation constitue une contrainte de taille pour l'élevage bovin laitier (KAOUICHE et al, 2015). Les cultures fourragères sont loin de satisfaire les besoins alimentaires du cheptel national en quantité et en qualité. Les vaches exotiques qui ont été introduites pour plus d'efficacité dans le domaine de la production laitière, sont encore coûteuses et plus difficiles à gérer. Ceci est lié à leur non adaptation aux conditions climatiques du pays et aux pratiques de conduite inadéquates au niveau des exploitations. Le système de production continue de souffrir de la technicité limitée des éleveurs (par manque d'encadrement et de canaux de vulgarisation) (KAOUICHE et al, 2012). En effet, méconnues, les pratiques d'élevage sont souvent considérées à tort comme peu performantes et inadaptées (KAOUICHE, 2015 ; KAOUICHE et al, 2015). Les quantités de lait produites par nos élevages progressent d'année en année, mais elles sont restées en deçà des résultats attendus. Cette situation est aggravée par l'inexistence presque du contrôle laitier, ce qui ne peut que gêner l'évaluation des performances effectives des élevages laitiers dans leur diversité.

Contraintes d'ordre socio-économique

La cherté de l'aliment pénalise quant à elle aussi lourdement le métier de l'éleveur puisque la botte de foin d'avoine est payée à 1000 Da et la paille à 700 Da. L'intervention de l'Etat a porté essentiellement sur un élargissement du marché à travers le soutien des prix du lait à la consommation, rendant difficile la couverture des charges de sa production. Aujourd'hui, les éleveurs trouvant la solution dans l'utilisation massive des aliments concentrés dans les rations distribuées aux vaches laitières rencontrent d'abondantes difficultés pour assurer la rentabilité et la durabilité de leurs élevages (KAOUICHE et al, 2015).

Contraintes d'ordre structurel et organisationnel

Depuis une vingtaine d'années, l'Algérie accorde un intérêt stratégique au secteur laitier dans le but d'accroître la production laitière nationale. Ses politiques se classent dans deux principaux axes : l'un à travers les importations de génisses pleines estimées à 27000 têtes en 2012, ainsi que la généralisation de l'insémination artificielle, et l'autre dans le soutien dans le programme de Renouveau Agricole et Rural de 2009 de la collecte. Ceci à travers la création de nouvelles unités industrielles et l'octroi des primes : (i) à la production (12 Da/litre) avec 1 Da supplémentaire pour chaque gramme en plus de matière grasse au-delà de 34 g/l de lait produit, (ii) à la collecte (5 Da/litre) et, (iii) 5 Da/litre à la transformation industrielle pour intégration du lait collecté localement. Toutes ces mesures incitatives sont restées sans impact significatif du fait que l'élevage demeure extensif et peu productif.

L'Algérie ne cesse d'investir dans la filière lait pour réduire sa dépendance à l'importation. Sur les cinq prochaines années, une enveloppe de plus de 200 milliards de dinars (plus de 2 milliards €) a été octroyée. Environ 90% de cette enveloppe sera accordée sous forme de subvention pour la production du lait cru à appliquer à partir du 2 novembre 2015. Le prix de référence du litre de lait cru de vache est fixé à 50 DA, à savoir 36 DA le prix de cession du lait cru aux laiteries et 14 DA de subvention de l'Etat, contre respectivement 34 DA et 12 DA auparavant. Le prix à la consommation du lait pasteurisé conditionné en sachet est maintenu à 25 DA le litre.

Les plans laitiers adoptés jusqu'à présent n'ont pris en compte que l'aspect quantitatif de la production laitière, ils n'ont jamais intégré l'aspect hygiénique du lait. En effet, ce dernier est de qualité moyenne ou mauvaise (KAUCHE et al, 2014) affectant la transformation par les usines. Ajoutant à tout ça, la mauvaise répartition des centres de collectes et des usines de transformation autour des zones de production laitière. Le fait de connaître tous ces aspects permettrait de stimuler l'augmentation de la production laitière, d'améliorer les revenus des éleveurs et d'assurer une sécurité alimentaire relative. Il ressort que toutes ces contraintes font que le secteur de l'élevage bovin laitier en Algérie demeure peu développé puisque mal maîtrisé.

Conclusion

Cette étude a permis de dresser un état des lieux articulé autour des éléments clés de la production laitière. En réalité, les efforts fournis par l'Etat ont eu des répercussions positives sur l'accroissement du cheptel, la production laitière, la collecte...mais ils sont restés insuffisants par rapport aux potentialités non négligeables du pays.

Ce constat conduit à la nécessité de renforcer l'encadrement et l'accompagnement des décisions de développement et d'intensification de la production laitière, grâce à une meilleure cohérence et une plus grande synergie des activités entre les différents acteurs de la filière. Il s'agit, aussi de la prise en considération de l'ensemble des segments de la filière et enfin, de placer ces initiatives dans le cadre des mutations que connaît l'économie nationale actuellement.

Bibliographie / Plus d'informations

- Kaouche-Adjalane S. (2015). *Etude de l'évolution des pratiques d'élevage de bovins laitiers sur la qualité hygiénique et nutritionnelle du lait cru collecté dans la région centre d'Algérie*. Thèse de Doctorat en Sciences, Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie (ENSA), Alger.
- Kaouche-Adjalane S., Benhacine R., Ghozlane F. et Mati A. (2014). *Nutritional and Hygienic Quality of Raw Milk in the Mid-Northern region of Algeria: Correlations and Risk Factors*. The Scientific World Journal.131593, 7 pages. <http://dx.doi.org/10.1155/2014/131593>
- Kaouche-Adjalane S., Ghozlane F. et Mati A (2015). *Typology of dairy farming systems in the Mediterranean basin (case of Algeria)*. Biotechnology in Animal Husbandry, 31 (3): 385-396. DOI: 10.2298/BAH1503385K.
- Kaouche-Adjalane S., Boudina M. et Ghezali S. (2012). *Evaluation des contraintes zootechniques de développement de l'élevage bovin laitier en Algérie : cas de la wilaya de Médéa*. Revue Nature & Technologie, 6 : 85-92.
- M.A.D.R. (2013) et M.A.D.R. (2014). *Rapports annuels des statistiques agricoles du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (M.A.D.R)*, Alger.

